

OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

4-8 DÉCEMBRE 2012 

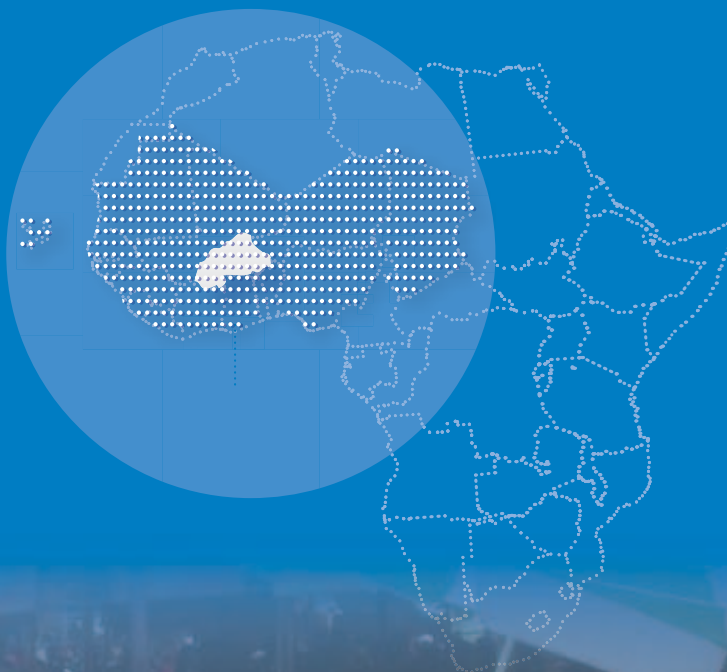
SAHEL AND WEST AFRICA **Club**  DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SEMAINE DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**FORUM DU CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
PEUPLEMENT, MARCHÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

7 décembre 2012

Compte rendu



SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ■ CONTEXTE | 3 |
| ■ SESSION 1. TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SPATIALES | 3 |
| Rétrospective du peuplement, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire | 3 |
| Dynamiques de peuplement et émergence des marchés | 4 |
| Comment la connexion au marché modifie-t-elle la géographie de la production ? | 7 |
| L'outil démo-économique au service des politiques..... | 7 |
| ■ SESSION 2. MARCHÉ RÉGIONAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE | 8 |
| Accès au marché et rôle des échanges dans la "sécurisation" alimentaire | 8 |
| Marchés et interdépendances | 8 |
| ■ SESSION 3. L'AVENIR DES SYSTÈMES AGRICOLES | 10 |
| Mutations agraires..... | 10 |
| Témoignages sur le développement d'une agriculture commerciale..... | 10 |
| ■ CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES | 11 |
| ■ LISTE DES PARTICIPANTS | 13 |

Toutes les présentations du Forum sont disponibles en ligne :
www.oecd.org/csao/poa

Le Forum s'est tenu le 7 décembre 2012 à Ouagadougou dans le cadre de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, rendez-vous annuel de réflexion et d'orientation du CSAO et de ses Membres dont la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS. Il est modéré par M. Seyni Hamadou (Expert sécurité alimentaire, UEMOA) et M. Ibrahim Laouali (Conseiller régional pour les marchés, FEWS-Net).

Contexte

Les politiques agricoles et alimentaires ouest-africaines ont pour objectif de nourrir une population en forte croissance et de plus en plus urbaine. Sont-elles en mesure d'intégrer ces dynamiques de peuplement et leurs implications en termes de développement des marchés ? Telle est la question centrale du Forum qui s'appuie sur une réflexion menée en 2011 et 2012 dans le cadre du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et sur la production d'un rapport et de l'Outil statistique et cartographique d'analyse régionale (OSCAR, donnant accès à l'ensemble des résultats et bases de données).

Les dynamiques de peuplement restructurent la géographie sociale et économique de l'Afrique de l'Ouest. Ces transformations spatiales - urbanisation et concentration économique élevées - favorisent le développement d'une agriculture plus performante, diversifiée et spécialisée. Alors que la population ouest-africaine devrait doubler d'ici 2050, les systèmes de production agricole vont profondément se transformer. Pour accompagner ces mutations, les politiques devraient être définies selon la localisation, les profils et les contraintes des producteurs pour développer des stratégies de sécurité alimentaire efficaces. Elles devront s'appuyer sur des données homogènes et fiables - aujourd'hui non disponibles - notamment pour des variables clés telles que la population, l'activité et les échanges commerciaux.

Session 1. Transformations économiques et spatiales

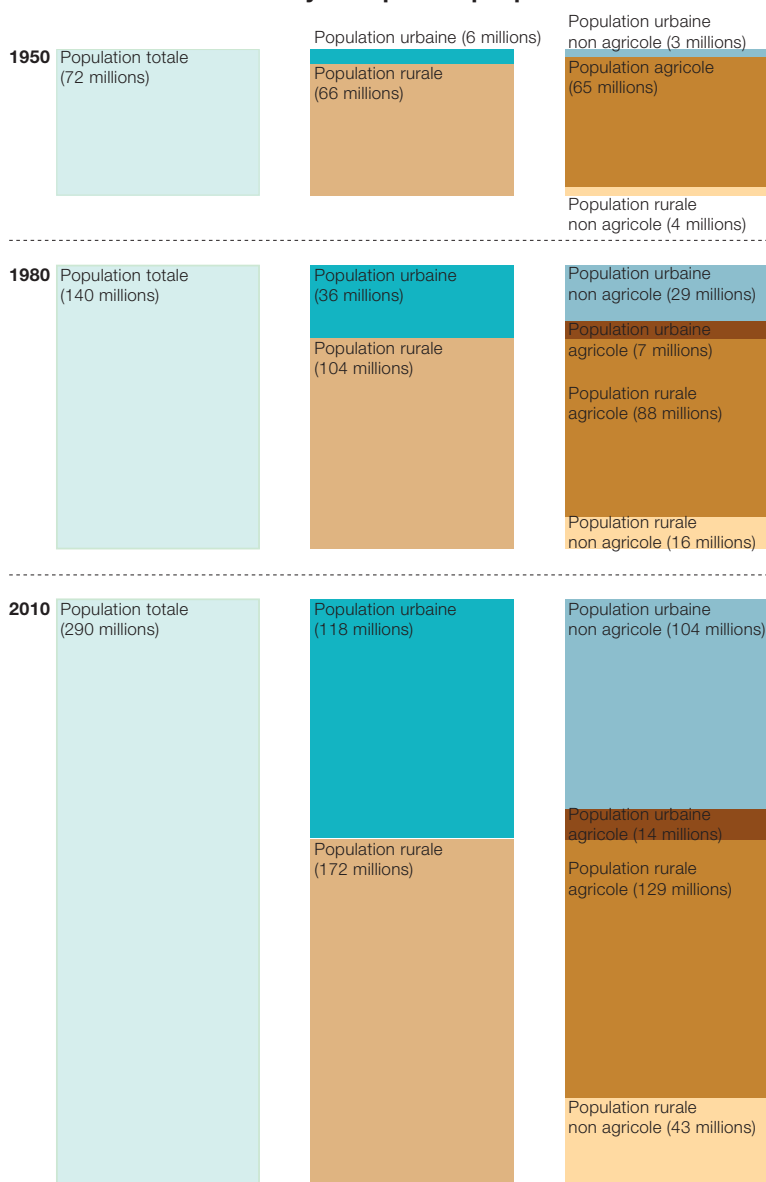
Rétrospective du peuplement, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

T. Allen (Secrétariat du CSAO/OCDE)

Cette intervention énonce les faits marquants de la région en termes de dynamiques de peuplement, de performances agricoles et de malnutrition de 1950 à 2010 ; en particulier :

- Entre 1950 et 2010, la population totale est passée de 72 à 290 millions d'habitants.
- La transition démographique en cours en Afrique de l'Ouest est accompagnée d'une forte redistribution spatiale des populations.
- Au cours des six dernières décennies, la population urbaine est multipliée par 20, de 6 millions à 118 millions d'habitants et le niveau d'urbanisation augmente de 8 % à 41 %.
- Sur la même période, la population rurale est multipliée par 3, de 66 millions à 172 millions et les densités rurales s'élèvent.
- La production agricole entre 1980 et 2010 (en valeur brute) connaît une croissance annuelle moyenne de 3,7 % pour une moyenne mondiale de 2,21 %. Le Burkina Faso (4,82 %), le Ghana (4,76 %), le Bénin (4,49 %), le Niger (4,22 %) et le Mali (4,13 %) sont respectivement au 5^e, 6^e, 8^e, 16^e et 18^e rang mondial en terme de croissance agricole, selon la FAO.
- La part des importations dans les disponibilités alimentaires totales est stable.

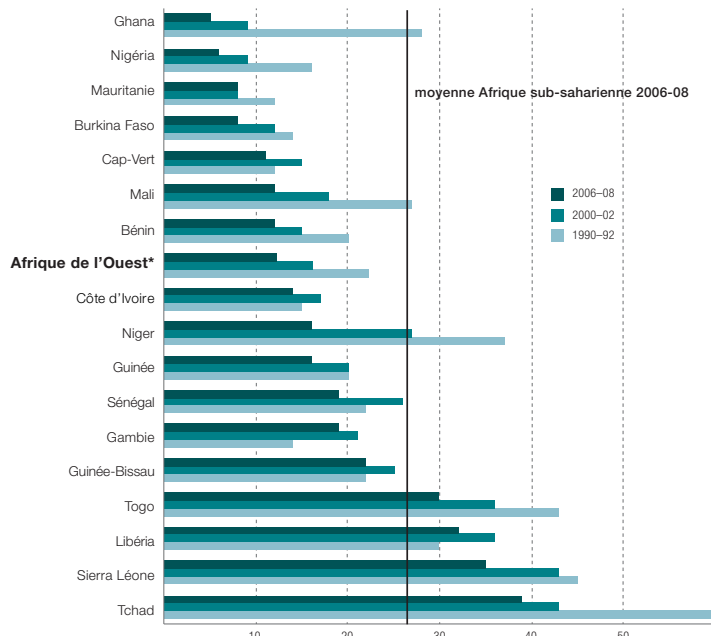
Schéma des dynamiques de peuplement 1950-2010



Source : CSAO/OCDE 2012

- La hausse des rendements contribue à 40 % de l'augmentation de la production, les 60 % restants résultant de l'augmentation de la surface récoltée.
- La prévalence de la sous-alimentation a diminué de 44 % depuis 1990 ; toutefois, 33 millions de personnes restent encore sous-alimentées.

Proportion de la population sous-alimentée



*Moyenne pondérée
Source : FAO 2012 ; calculs des auteurs

Ce diagnostic repose sur des bases de données existantes et pour ce qui est de la population urbaine et totale, sur un exercice d'homogénéisation. La lecture affinée de certains indicateurs, sources d'informations indispensables pour les stratégies de sécurité alimentaire, montre le besoin de mise à disposition de bases de données adaptées à une analyse régionale des dynamiques de peuplement ; besoin d'autant plus pressant en raison de la rareté des données ; de l'irrégularité des recensements et enquêtes ; de la faible fiabilité des statistiques ; de la non-homogénéité des définitions et concepts, de la non-prise en compte des activités informelles.

L'Outil statistique et cartographique d'analyse régionale (OSCAR) génère cartes et graphiques à partir d'une sélection d'indicateurs pour l'ensemble des pays ouest-africains et au niveau régional). Il est présenté dans sa première version. Une version complète sera adressée aux participants et mise en ligne en février 2013.

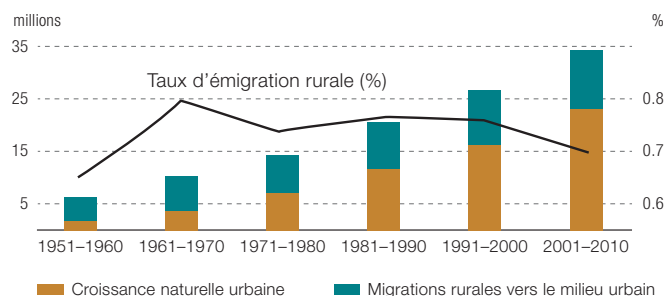
Dynamiques de peuplement et émergence des marchés

M. Trémoières et T. Allen (Secrétariat du CSAO/OCDE)

La présentation décrit le processus d'urbanisation et l'un de ses corollaires, le développement des marchés. Elle met l'accent sur l'importance de la compréhension de cette relation pour les défis alimentaires à venir. Elle aborde successivement les formes de développement de l'urbanisation, la consolidation d'un continuum urbain-rural et le développement du marché :

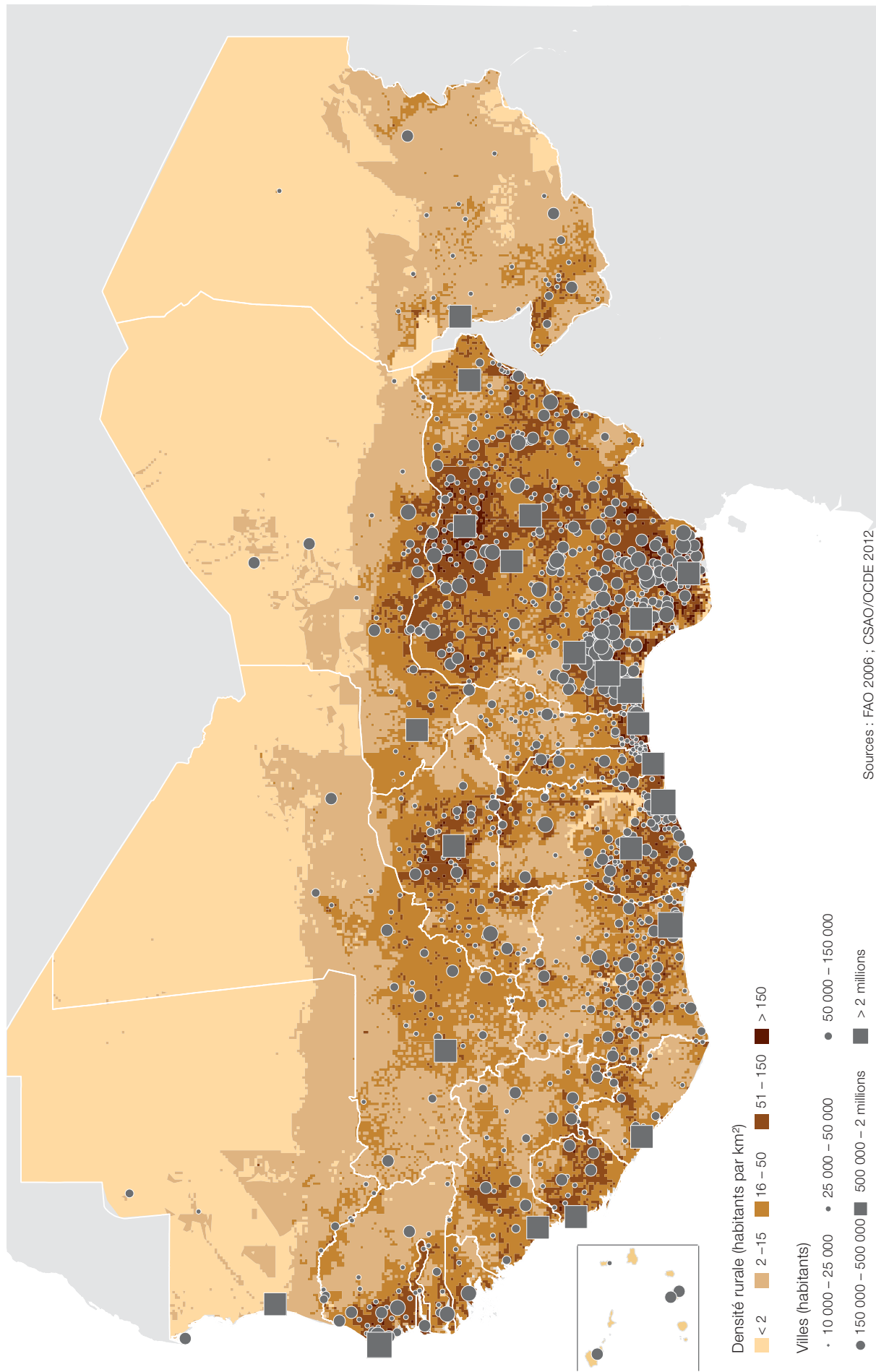
- L'urbanisation s'exprime sous deux formes : le développement des plus grandes villes et celui du réseau des villes petites et moyennes.
- Parallèlement à la croissance urbaine, la population rurale a plus que doublé (2,6) entre 1950 et 2010, passant de 66 à 172 millions d'habitants. Cette tendance à la hausse va se poursuivre avant de se stabiliser voire de décliner dans les années 2050 (volume de la population rurale à 197 millions).
- Le réseau urbain constitue les nœuds de l'organisation spatiale des marchés. Le processus d'urbanisation restructure le peuplement rural des espaces nationaux et régionaux. Outre de fortes migrations vers les centres urbains, se poursuivent une circulation intra-rurale et un redéploiement des populations vers les zones agricoles dites utiles.

Composition de la croissance urbaine



Sources : CSAO/OCDE 2012

Densité rurale et réseau urbain en Afrique de l'Ouest (2010)



- Ces dynamiques sous-tendent un processus de développement du marché, qui est en retour l'un des principaux moteurs de la transformation des systèmes de production agricoles.
- 25 % de la population rurale n'exerce plus une activité agricole et la population non agricole représente 50 % de la population totale, soit une multiplication par 10 depuis 1950. Au regard de ces constats, deux indicateurs de lecture sont proposés : le rapport Population urbaine/Population rurale et le rapport Population non agricole/Population agricole.
- L'analyse rétrospective (depuis 1950) et prospective (jusqu'en 2050) des évolutions de ces indicateurs affine la compréhension du développement des marchés des produits alimentaires. Elle permet d'appréhender les changements structurels de l'agriculture que les stratégies de sécurité alimentaire à moyen et long termes doivent prendre en compte.
- Le poids des approvisionnements sur les marchés dans les dépenses alimentaires totales augmente (il est aujourd'hui de l'ordre de 70 %). Il est donc crucial de comprendre le fonctionnement du marché et la complexité des interactions entre les variables et acteurs en jeu.
- Au niveau macro, produire pour le marché signifie augmenter la production pour dégager un surplus commercialisable par l'agriculture extensive ou intensive. Au niveau micro, les décisions des agriculteurs pour passer de l'autosuffisance à une production de surplus planifiés, stables et commercialisables, sont plus complexes.

Le caractère progressif de la transition entre économie de subsistance et économie de marché implique qu'il existe entre les deux des systèmes de production intermédiaires. Les politiques doivent intégrer ces réalités diverses. Pour ce faire, il est nécessaire d'aborder le problème de la faiblesse des outils de diagnostic (définitions imprécises des concepts, incohérences entre pays) face à des réalités ouest-africaines de plus en plus complexes (diversification des sources de revenus des agriculteurs, rôle de l'informel) en développant une analyse régionale homogène et mieux renseignée par les statistiques.

Débats

Des interrogations persistent sur l'intérêt porté dans cette étude à la démographie ainsi que sur les réalités des performances agricoles. Il est précisé que la démographie est l'un des aspects du peuplement, que sa croissance actuelle et à venir est et sera à l'origine de nombreuses transformations aux impacts multiples sur la sécurité alimentaire. En éclairant les performances agricoles, on montre que la réponse à la demande a été plutôt adaptée de la part des producteurs ouest-africains. Les politiques d'investissement publiques sont interpellées ainsi que le mauvais fonctionnement du marché régional (circulation, infrastructures, etc.). Certains participants appellent de leurs vœux un travail additionnel sur les liens entre développement agricole, marché régional et sécurité alimentaire.

Les tendances agricoles et alimentaires positives mises en évidence par l'étude ne reposent-elles pas, pour certaines d'entre elles sur des biais statistiques ? L'augmentation spectaculaire du disponible alimentaire en kcal serait-elle aussi forte si l'on s'appuyait sur d'autres années de référence ?

Qu'en est-il de la soutenabilité de l'urbanisation et du dépeuplement des campagnes ? De nombreuses préoccupations subsistent quant au processus d'urbanisation et au biais urbain. Il est à cet égard rappelé que les tendances de l'urbanisation ne peuvent s'inverser et que désormais le développement des villes résulte en grande majorité des personnes nées en ville davantage que issues des migrations rurales. Il est également rappelé que les campagnes ne se dépeuplent pas mais voient la croissance de leur population ralentir (avec probablement une stagnation à l'horizon 2030). La nécessité d'une meilleure articulation entre les politiques urbaines et les stratégies de sécurité alimentaire fait consensus.

Il est reproché aux politiques agricoles de plus se préoccuper du prix à la consommation (devant être le plus bas possible pour assurer la paix sociale en ville) que du prix payé au producteur. L'arbitrage des politiques est complexe du fait d'un statut souvent partagé entre le producteur et le consommateur. Les producteurs présents dans l'assemblée confirment l'intérêt de prendre en considération l'intégration et l'évolution temporelle et/ou spatiale des marchés.

La méconnaissance du rôle des femmes dans les échanges alimentaires est également soulignée.

Enfin, le problème du manque de fiabilité des statistiques ou de l'indisponibilité de données essentielles (en particulier la consommation alimentaire des ménages) est mis en exergue. Les participants insistent toutefois sur la nécessité de s'appuyer sur les systèmes et institutions de l'Afrique de l'Ouest dans toute démarche d'amélioration.

Comment la connexion au marché modifie-t-elle la géographie de la production ?

M. Fofiri-Nzossie (Université de Ngaoundéré, Cameroun)

La connexion au marché, les infrastructures, le fonctionnement des institutions jouent un rôle décisif dans la configuration spatiale des marchés et les mutations du système agricole : l'exemple du corridor Ngaoundéré (Cameroun) – Mondou (Tchad) montre que le nouveau tracé d'une route a profondément modifié la géographie économique locale. En intégrant dans le circuit national et transfrontalier du commerce vivrier, de nouveaux points de collecte et de transport, le tracé a marginalisé de nombreux marchés par le passé accessibles.

L'outil démo-économique au service des politiques

J.M. Cour, consultant

La base de données standardisée conçue dans le cadre de l'étude POA fournit une image dynamique et spatialisée de l'évolution de la structure du peuplement. Elle renseigne sur les évolutions à long terme des rapports entre populations urbaines et rurales, agricoles et non agricoles, formelles et informelles. Sur cette base, la modélisation démo-économique pourrait apporter une image nouvelle des interactions entre les agents économiques et contribuer à la définition et la mise en oeuvre des politiques. Cet outil pourrait être intégré dans les travaux statistiques des organisations régionales ouest-africaines. À leur demande, il a fait l'objet d'un atelier de formation les 4 et 5 décembre 2012, au siège de l'UEMOA.

Débats

L'étude présentée confirme, 20 ans après, ce que l'étude WALTPS avait prédit. Elle repose sur le même paradigme. Toutefois, le contexte n'est pas le même. Dans les années 90, l'agriculture mondiale était structurellement excédentaire. Le marché international pouvait constituer une option pour la couverture d'une partie des besoins de la région. Aujourd'hui, ce même marché est en tension permanente ; cette situation devrait perdurer à l'avenir. Il importerait de connaître plus finement le taux de couverture des besoins par la production agricole nationale/régionale.

Outre les outils statistiques, l'étude ouvre des pistes qui mériteraient de faire l'objet de réflexions plus approfondies :

- Si l'on constate une hausse de la production, qu'en est-il des surfaces cultivées ? L'étude apporte des indications intéressantes au niveau macro régional ; des analyses plus fines aux niveaux national et local sont nécessaires car les situations sont d'une grande diversité. L'analyse de la sécurité alimentaire doit prendre en compte un grand nombre de déterminants. La prospective devrait être élargie à d'autres paramètres que le marché et le peuplement, même si ces derniers sont clés.
- Les producteurs agricoles regrettent les nombreuses insuffisances de l'intégration agricole régionale. Ils soulignent également les problèmes du coût beaucoup trop important des intrants importés (les engrais sont plus chers dans la région qu'aux États-Unis, par exemple), d'un système bancaire inadapté (incapable de répondre aux besoins d'investissement notamment) et des infrastructures insuffisamment développés. Un appel est lancé aux politiques nationales et régionales pour un effort dans ce sens.

Session 2. Marché régional et sécurité alimentaire

Accès au marché et rôle des échanges dans la « sécurisation » alimentaire

J. Brooks (Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE)

Les échanges jouent un rôle déterminant dans l'équilibre entre zones de surplus et de déficit. Quels facteurs permettraient d'assurer la participation des marchés à la sécurité alimentaire ? Les principaux arguments avancés relatifs à l'impact positif des marchés ouverts sont :

- Les faibles revenus et la pauvreté sont les principales causes de l'insécurité alimentaire
- Afin d'améliorer les revenus agricoles, il est important d'augmenter la productivité et d'investir pour créer un climat propice à l'agriculture.
- Des marchés ouverts peuvent améliorer la sécurité alimentaire

Marchés et interdépendances

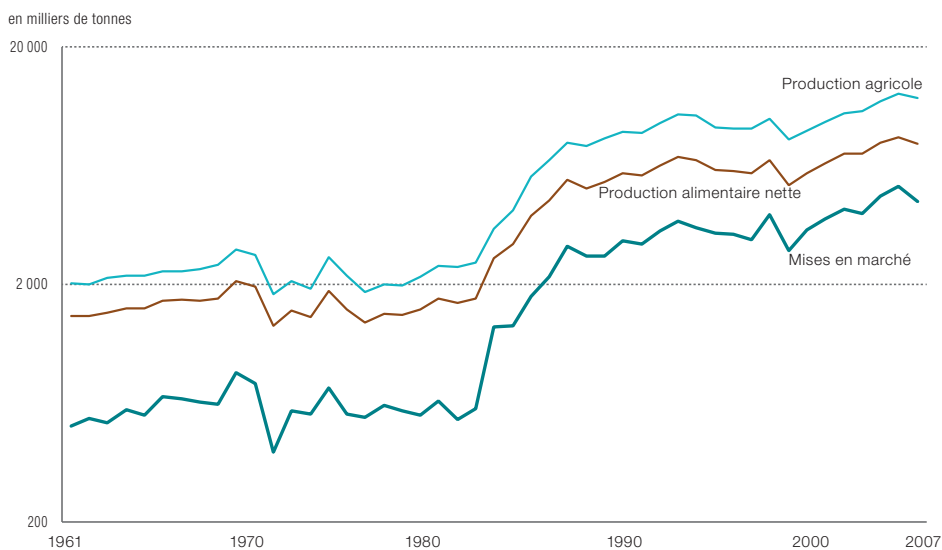
P. Heinrigs (Secrétariat du CSAO/OCDE)

Cette présentation montre comment les dynamiques de peuplement et le rôle croissant des échanges commerciaux renforcent la dimension régionale de la sécurité alimentaire. Essentiellement informels, les échanges régionaux de produits agricoles ne sont captés que marginalement par les outils statistiques. L'analyse de la filière maïs esquisse la lecture qui serait possible si de meilleures informations étaient disponibles sur les quantités commercialisées (zones de surplus et de déficit), les flux (direction et volume) :

Les points suivants sont soulevés :

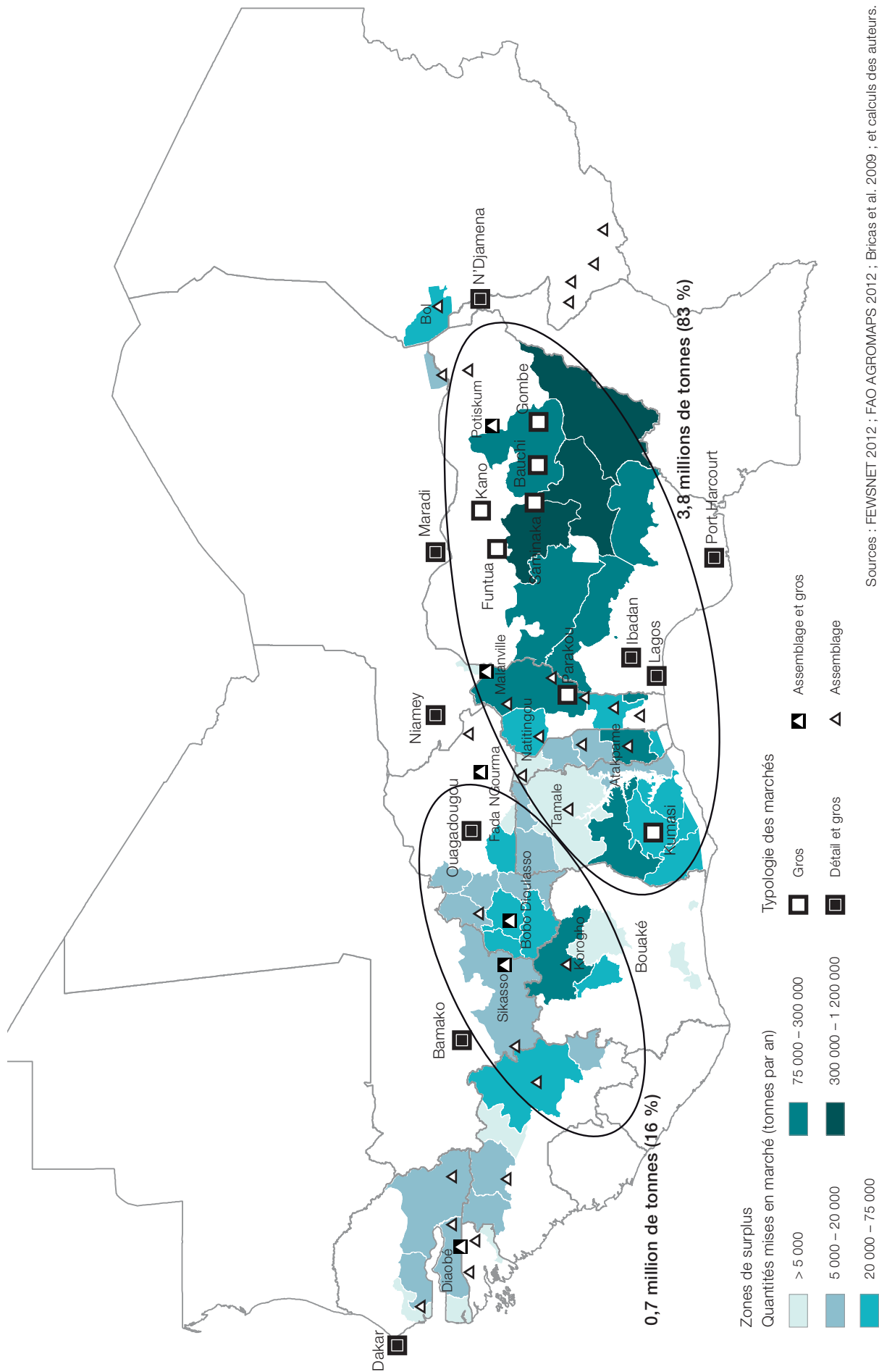
- La demande des centres urbains constitue le principal paramètre de spatialisation des flux intra-régionaux. Les informations ponctuelles sur la consommation indiquent des sous-estimations importantes du marché et des quantités échangées.
- Faute d'enquêtes régulières sur la consommation, les bilans alimentaires sur lesquels reposent les PRIA et PNIA sont approximatifs.
- Les interdépendances créées par le marché régional ne se résument pas aux quantités échangées ; affectant les décisions de production et la portée des politiques nationales. Ces interdépendances ne sont pas suffisamment intégrées dans les analyses et la formulation des politiques de sécurité alimentaire.

Production de maïs et quantités mises en marché



Sources : FAO, FBS 2012 ; CSAO/OCDE 2012

Mises en marché de maïs (2007)



Sources : FEWSNET 2012 ; FAO AGROMAPS 2012 ; Bricas et al. 2009 ; et calculs des auteurs.

Session 3. L'avenir des systèmes agricoles

Mutations agraires

P. Heinrigs et M. Trémolières (Secrétariat du CSAO/OCDE)

Entre 2010 et 2050, la population agricole devrait stagner alors que la population totale doublera et la population non agricole sera multipliée par trois. Les décennies à venir pourraient donc connaître une importante mutation agraire. Les exploitations familiales, qui représentent 80 % des agriculteurs, ont jusqu'ici assuré une part importante de la production agricole en s'adaptant aux mutations de la demande. À long terme, le processus de transformation des systèmes de production devrait voir la croissance de la taille moyenne des exploitations, la spécialisation des petites exploitations bien connectées aux marchés et l'émergence de très grandes exploitations :

Les points suivants sont soulevés :

- Basées sur notre estimation de la population totale de 2010 et sur l'hypothèse basse des projections des Nations Unies, la population doublera d'ici 2050 pour atteindre 600 000 millions d'habitants.
- Le volume de la population agricole restera inchangé : après une augmentation jusque dans les années 30, un léger déclin s'opèrera pour atteindre 130 millions, soit environ le volume actuel (140 millions).
- Les évolutions de la population agricole sont non homogènes sur la région et fonction du niveau d'urbanisation. Les transformations des systèmes agricoles le seront également dans le temps et selon les zones (en fonction des conditions agro-écologiques et surtout de la connexion aux marchés).
- Les types d'utilisation des terres se répartiraient en trois familles d'entreprises occupant chacune 1/3 des terres cultivées, à l'horizon 2050 : 10 % de grandes exploitations, 20 % des producteurs sur de moyennes exploitations, 70 % de petites entreprises.
- Les petites exploitations agricoles seront en majorité bien connectées aux marchés et davantage spécialisées dans des cultures/activités à plus forte valeur ajoutée ; les exploitations de taille moyenne continueront de se spécialiser et de s'intensifier tout en favorisant une expansion des superficies.

Du point de vue de l'amélioration des stratégies de sécurité alimentaire, les politiques nationales et régionales devraient décliner des dispositifs davantage ciblés en direction des profils de producteurs, de leurs enjeux et contraintes ; mieux maîtriser les disponibilités en terre et améliorer les mécanismes de gestion foncière. Intégrer l'échelle spatiale dans l'analyse se pose comme la condition majeure à une anticipation plus fine des transformations liées au peuplement et au développement des marchés et de leurs impacts sur la sécurité alimentaire. Ceci demande une prise en compte et un effort partagé de l'ensemble des acteurs impliqués dans les processus en cours. Une telle approche est également un des moyens de mieux valoriser les potentiels en ressources humaines et naturels de la région avec des cadres respectueux des droits humains (notamment sociaux et fonciers).

Témoignages sur le développement d'une agriculture commerciale

M. M. Nanono (Chairman Kano Kuka Farm's Enterprise au Nigéria) et M. H. Labo (Gérant Complexe Avicole Guidan Gona/Sarl au Niger) réagissent aux points soulevés par la présentation précédente et l'éclairent par leurs expériences.

Débats

Les discussions sur le caractère contreproductif de la protection des marchés font l'objet de vives réactions de la part de différents acteurs ouest-africains, en particulier les producteurs agricoles qui rappellent que les agricultures aujourd'hui les plus fortes du monde, Europe, États-Unis notamment, se sont construites sur la base d'un protectionnisme fort et continuent d'être subventionnées. L'idée d'une nécessaire régulation du marché régional est un point central des politiques agricoles ouest-africaines face à un marché mondial perçu comme dysfonctionnel, oligopolistique, donc menaçant pour la région.

La perspective du développement d'une agriculture industrielle, même minoritaire en terme de nombre d'exploitations, ne fait pas consensus. La priorité aux exploitations familiales demeure le mot d'ordre des organisations de producteurs, de la plupart des pays et des organisations régionales. Chacun s'accorde sur la nécessité d'accompagner la modernisation de l'agriculture familiale. Les exploitations petites et moyennes seront-elles amenées à se spécialiser comme l'indique l'étude ? Cette perspective permettrait notamment de développer des productions à plus haute valeur ajoutée, y compris dans le domaine de l'agriculture biologique (tant pour le marché ouest-africain que mondial). Cependant, la spécialisation est aussi perçue comme un facteur de risque ; la multiculture induisant des capacités plus fortes de résilience.

À bien des égards, le Nigéria – première puissance agricole de l'Afrique de l'Ouest – fait figure de précurseur : l'agro-business y est déjà implanté, le développement de l'agriculture commerciale particulièrement avancé ainsi que les industries de transformation. Le pays met en œuvre des politiques plus volontaristes et les mieux dotées en moyens financiers (subventions aux intrants, protections aux frontières, etc.).

Quelles seront les modalités de la mutation agraire en cours (une population agricole stable nourrissant une population non agricole en forte croissance) ? De quels niveaux d'investissements la région a-t-elle besoin pour s'engager dans ce processus ? Il importe de réfléchir à des politiques plus intégrées associant la régulation du marché, le développement des infrastructures routières, de stockage et de transformation, l'intégration entre milieux urbain et rural, le soutien aux producteurs et à la recherche agricoles.

Conclusions et perspectives

Le Forum 2012 du Club n'a ni épuisé le débat, ni permis d'aborder toutes les pistes de réflexions de l'étude menée sur deux ans. Dans les mois à venir, le Secrétariat du CSAO poursuivra la valorisation des résultats de l'étude. L'objectif est de contribuer à la réflexion sur les politiques et stratégies et de susciter d'éventuels nouveaux partenariats sur la valorisation des acquis de POA et/ou l'approfondissement de ces acquis par des structures intéressées.

Enfin, le Forum conclut par une série de recommandations issues d'un atelier de formation à la « modélisation démo-économique et spatiale pour les politiques agricoles et alimentaires » tenu au siège de l'UEMOA les 4 et 5 décembre 2012. Cet atelier a réuni des techniciens du Secrétariat exécutif du CILSS, d'AGRHYMET, de l'Institut du Sahel, de l'UEMOA, d'AFRISTAT et de l'IFPRI (la CEDEAO était invitée mais n'a pas pu assister).

Il est rappelé que cette rencontre fait suite à un premier atelier consacré, les 15 et 16 février 2012, aux « statistiques régionales de peuplement et le pilotage des politiques de sécurité alimentaire ». À l'issue de ces deux sessions, les participants sont parvenus à un accord sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des dynamiques de peuplement dans l'élaboration des politiques agricoles et alimentaires. Il est ressorti des discussions le manque de données homogènes et cohérentes au niveau régional ainsi que le besoin d'améliorer certains concepts statistiques relatifs au peuplement et à son lien avec la sécurité alimentaire et de davantage coordonner les organisations régionales et internationales.

Trois propositions majeures sont retenues :

Proposition 1 : Intégrer le peuplement aux politiques de sécurité alimentaire

- Pour comprendre les facteurs d'accélération de la transition démographique, de développement des marchés, de stimulation des innovations et d'amélioration du capital humain, il convient d'intégrer le peuplement dans les stratégies de sécurité alimentaire. L'approche par le peuplement contribuera au renforcement et à la promotion des politiques de population. Elle permettra également de soutenir le processus de développement du marché commun ouest-africain.
- La sécurité alimentaire va au-delà des politiques agricoles. Les organisations régionales doivent concevoir une politique de sécurité alimentaire intégrée. Il convient de prendre en compte et d'investir dans d'autres domaines qui influent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (infrastructures, aménagement du territoire, politiques démographiques, accords commerciaux, etc.).

Proposition 2 : Base de données régionale harmonisée

- Il a été suggéré de mettre en place une base de données régionale, gérée par les organisations régionales, sur les statistiques agricoles, démographiques et de peuplement. La constitution et l'harmonisation de ces données devront s'inscrire dans le cadre des travaux en cours au niveau de la sous-région à travers les initiatives ECOAGRIS (Agricultural Information System) de la CEDEAO et SIAR (Système d'Information Agricole Régional) de l'UEMOA, ainsi que les processus d'acquisition et de concentration des données harmonisées en vigueur au niveau du CILSS et de ses institutions spécialisées (AGRHYMET, INSAH). Les participants de la réunion ont proposé la mise en place d'un groupe de travail chargé de la réflexion et du suivi de la prise en compte des dynamiques démographiques et de peuplement dans le cadre de ces initiatives.
- Les dynamiques de peuplement nécessitent également de réfléchir sur des indicateurs adéquats de suivi de ces mutations. Le recours à la modélisation économique intégrant la problématique du peuplement a été suggéré. Un premier cadre conceptuel, porté par le Secrétariat du CSAO et complété par les différents programmes des institutions ouest-africaines, pourra offrir un premier noyau technique permettant de stocker, gérer et analyser ces informations.
- L'harmonisation des recensements de populations (périodicité, séquençage) couplés avec les recensements agricoles. Compte tenu des fortes dynamiques démographiques et de peuplement à l'œuvre en Afrique de l'Ouest, il importe de pouvoir suivre ces transformations de façon plus rapprochée en procédant à des recensements plus réguliers et en réduisant les délais de production entre collecte et publication des résultats.

Proposition 3 : Synergies entre les organisations régionales et internationales

- Faciliter les discussions et renforcer les synergies entre les organisations à portée régionale et internationale : CEDEAO, UEMOA, CILSS, mais également AFRISTAT, IFPRI et FAO. Les discussions devraient notamment promouvoir une coordination renforcée au plan des besoins, concepts et sources utilisées et des responsabilités thématiques et spatiales. Les participants ont proposé que le Secrétariat du CSAO accompagne ces démarches.
- Une démarche de rapprochement avec les universités et de vulgarisation doit également être engagée. Il importe d'assurer un large partage des connaissances et des enjeux avec les institutions de recherche et d'enseignement de la sous-région afin d'encourager le renforcement des capacités et la réflexion sur la problématique du peuplement et de la sécurité alimentaire.

Les participants souhaitent enfin rappeler la nécessité d'organiser des rencontres régulières impliquant l'ensemble des acteurs œuvrant dans le domaine du peuplement et de la sécurité alimentaire.

LISTE DES PARTICIPANTS

2IE international

Amadou KEITA Enseignant-chercheur en irrigation et drainage

Action Contre la Faim (ACF)

Anaïs LAFITE Représentante régionale pour l'Afrique de l'Ouest
Martin MORAND Chargé de plaidoyer régional

AFAO-WAWA

Khady FALL TALL Présidente, bureau régional

AFRISTAT

Bruno Magloire NOUATIN Expert en statistiques démographiques

Agribusiness and Trade Promotion

Brahima CISSÉ Analyste

Aide et Action Afrique

Théophile FAHO Responsable partenariats et ressources

AUSTRALIE

Azzurra CHIARINI Chargé des Affaires humanitaires et DDR, Afrique de l'Ouest Agence australienne pour le dévelop. international
Monica VAN WENSVEEN Partenariat de sécurité alimentaire Haut-Commissariat de l'Australie

AUTRICHE

Yves DELISLE Chargé de programme, dév. rural durable Agence autrichienne de développement

BAD

Dougou KEITA Chef de division, agriculture et agro-industrie, Afrique de l'Ouest Siège, Tunisie
Mohamed Aly OULD CHEIKHAHMED Ingénieur irrigation Siège, Tunisie
Mamadou KANE Bureau régional du Sénégal Sénégal

Banque mondiale

Mercy TEMBON Chargé de pays Burkina Faso

BCEAO

Elhadji Inkan Kaila KAILA Statisticien économiste Sénégal

BELGIQUE

Florence DESCHUYTENER Attachée Afrique de l'Ouest, Direction générale de la coopération au développement SPF Affaires étrangères

BURKINA FASO

S.E. M. Laurent SÉDOGO Ancien Ministre de l'Agriculture et de l'hydraulique Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique
Saga Pascal Yves ILBOUDO Secrétaire permanent Coordination politiques sectorielles agricoles Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique
Souleymane OUÉDRAOGO Directeur général de la promotion de l'économie rurale Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique
Delphine Bernadette OUÉDRAOGO Secrétaire Permanent CONACILSS

CANADA

Stéphane ROBERGE Premier Secrétaire, coopération régionale Ambassade du Canada au Burkina Faso
Hamidou Benoît OUEDRAOGO Conseiller, suivi CILSS/ACDI Ambassade du Canada au Burkina Faso

Catholic Relief Services

Mireille TOTOBESOLA BARBIER Conseiller technique régional, agriculture, Sahel

CEDEAO

Lapodini Marc ATOUGA Commissaire, Agriculture, environnement & ressources en eau Commission
Sy Alain TRAORÉ Directeur par intérim en charge de l'agriculture Commission
S.E. M. Yaya SOW Ambassadeur auprès de l'UE et du groupe ACP Commission
Johnson BOANUH Directeur du département environnement Commission
Nkoyo ÉCHABOR Secrétaire, Agriculture, environnement & ressources en eau Commission
Pierre HAAS Assistant technique AFD, sécurité alimentaire, agriculture Commission
Vivian N. IWAR Principal programme officer, Livestock development Commission
Henri KABORÉ Assistant technique, Gouvernance vétérinaire Commission
Lassane KABORÉ Director, Multilateral surveillance, macroeco. policy dept Commission
Léini LARÉ SAMBIANI Assistant exécutif CAERE Commission
Hervé LEVITE Assistant technique, Centre régional de coord. des ressources en eau Commission

LISTE DES PARTICIPANTS

| | | |
|---------------|--|------------|
| Yacouba SANON | Expert PNIA/PRIA | Commission |
| Anna TENGNAS | Assistant technique, Centre régional de coord. des ressources en eau | Commission |

Christian Aid

| | | |
|--------------------|----------------------------|--|
| Aika VAN DER KLEIJ | Chargé de programme senior | |
|--------------------|----------------------------|--|

Christian Children's Fund of Canada (CCFC)

| | | |
|---------------------|------------------------------|--|
| Christelle MRANGAYE | Chargé des appuis financiers | |
|---------------------|------------------------------|--|

CIC-B

| | | |
|----------------|-----------|--|
| Soumaïla SANOU | Président | |
|----------------|-----------|--|

CILSS

| | | |
|------------------------------------|---|----------------------|
| S.E. M. Djime ADOUM | Ancien Ministre coordinateur et ancien ministre tchadien de l'agriculture | |
| Prof. Alhousseini BRETAEU | Secrétaire exécutif | Secrétariat exécutif |
| Braoussala BLAMSIA | Secrétaire exécutif adjoint | Secrétariat exécutif |
| Mahalmoudou HAMADOUN | Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV | Secrétariat exécutif |
| Moussa CISSÉ | Coordonnateur PRA, accès aux marchés | Secrétariat exécutif |
| Salif SOW | Conseiller technique régional FEWS NET | Secrétariat exécutif |
| Amadou Mactar KONATÉ | Expert sécurité alimentaire, PREGEC | Secrétariat exécutif |
| Bernard DEMBÉLÉ | Expert nutrition | Secrétariat exécutif |
| Rose GOUNGOUNGA | Assistante, Secrétariat PRA/SA-LCD-POP DEV | Secrétariat exécutif |
| Mohamed Yahya OULD MOHAMED MAHMOUD | Directeur général | AGRHYMET |
| Maty BA DIAO | Chef, Département information et recherche | AGRHYMET |
| Abdallah SAMBA | Chef, Division Sécurité alimentaire et accès aux marchés | AGRHYMET |
| Bernardin ZOUNGRANA | Expert statisticien analyste | AGRHYMET |
| N. Antoine SOMÉ | Directeur général | Institut du Sahel |
| Keffing DABO | Expert en stratégies et politiques de population | Institut du Sahel |

CIRAD

| | | |
|-----------------|-------------------------------|--|
| Gwenaëlle RATON | Chercheur post-doc, UMR TETIS | |
| Ibra TOURÉ | Géographe CIRAD/CILSS | |

COFENABVI - AO

| | | |
|------------------|--------------------|------|
| Moussa COULIBALY | Secrétaire général | Mali |
|------------------|--------------------|------|

CORET

| | | |
|----------------------|--------------------|--|
| Mohammed BELLO TUKUR | Secrétaire général | |
|----------------------|--------------------|--|

Confédération Paysanne du Faso (CPF)

| | | |
|--------------|-----------|--|
| Bassiaka DAO | Président | |
|--------------|-----------|--|

Conseil National de Sécurité Alimentaire

| | | |
|---------------------------|---------------------|--|
| André Moïse TRAORE-NIGNAN | Secrétaire exécutif | |
| Tinga RAMDE | Chef Division | |

CORAF/WECARD

| | | |
|------------------|---|--|
| Mbene Dieye FAYE | Coordonnateur Prog. politiques, marchés et commerce | |
|------------------|---|--|

CSAO

| | | |
|---------------------------|---|-------------|
| François-Xavier DE DONNEA | Président du CSAO, Ministre d'État belge, Président de la Commission des Affaires extérieures | |
| T. Jean de Dieu SOMDA | Représentant spécial du Président du CSAO | |
| Laurent BOSSARD | Directeur | Secrétariat |
| Jean Sibiri ZOUNDI | Administrateur principal | Secrétariat |
| Marie TRÉMOLIÈRES | Chargée de programme | Secrétariat |
| Philipp HEINRIGS | Chargé de programme | Secrétariat |
| Coralie DAVID | Jeune professionnelle | Secrétariat |
| Julia WANJIRU | Chargée de communication | Secrétariat |
| Jamila YAHY | Agent administratif | Secrétariat |
| Thomas ALLEN | Consultant | |
| Jean-Marie COUR | Consultant | |

Dala Foods (Nig.) Ltd

| | | |
|---------------|--------------------|--|
| Ali S. MADUGU | Directeur exécutif | |
|---------------|--------------------|--|

ÉTATS-UNIS

| | | |
|-----------------|--|-------------------|
| Susan THOMPSON | Chef d'équipe par intérim, agriculture, Bureau Afrique | USAID, États-Unis |
| Candace BUZZARD | Directeur, croissance économique, agriculture, Bureau régional | USAID, Ghana |

| | | |
|--|--|--|
| Jorge OLIVEIRA | Conseiller, sécurité alimentaire/NRM, Programme régional Ouest Afrique | USAID, Ghana |
| Ursula KOHNEN | Coordinatrice de programme senior, IFDC Div. Nord et Ouest Afrique | USAID, Burkina Faso |
| Bruno OUÉDRAOGO | Chef de projet, IFDC Division Nord et Ouest Afrique | USAID, Burkina Faso |
| FAO | | |
| Jean SENAHOUN | Economiste, Division commerce et marchés | FAO |
| Mohamed AMMATI | Chargé de programme senior, gestion de pesticides | FAO |
| El Hadj Dramane COULIBALY | Expert-conseil, Bureau Afrique de l'Ouest | FAO/Ghana |
| Koffi AMEGBETO | Economiste | FAO/Ghana |
| Fédération des Intervenants de la Filière Avicole au Mali | | |
| Diarata SANOGO | Présidente | |
| Ferme Kouna | | |
| Moussa KONE | Directeur général | |
| FEWS NET | | |
| Ibrahim LAOUALI | Conseiller régional pour les marchés | |
| FIAB | | |
| Simone ZOUNDI KAFANDO | Présidente, Coordonnatrice du Réseau INTERFACE | |
| Fondation Atef Omais | | |
| Dieudonné OUEDRAOGO | Directeur | |
| FRANCE | | |
| Failou FALL | Responsable Pôle de l'analyse éco. de la mondialisation | Ministère des Affaires étrangères et européennes |
| Anne-Laure JEANVOINE | Rédactrice questions humanitaires, résilience, crise et aide alimentaire | Ministère des Affaires étrangères et européennes |
| Jean-René CUZON | Chargé de mission | Agence française de développement |
| Kevin CARIOU | Attaché de projet | Agence française de développement |
| GAMBIE | | |
| Fafanding FATAJO | Fonctionnaire | Ministère de l'Agriculture |
| IFPRI | | |
| Ismael FOFANA | Directeur adjoint, Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre | |
| INSD | | |
| Banza BAYA | Directeur général | |
| IRAM | | |
| Jerôme COSTE | Directeur | |
| Olivier JENN-TREYER | Chargé de mission | |
| Massimo MARTINI | Agro-économiste | |
| Borgui YERIMA | | |
| Kuka Farm's Enterprise | | |
| Mohd Sabo NANONO | Président Kano | |
| LARES | | |
| Bio Goura SOULE | Consultant | |
| Le Hub Rural | | |
| Yamar MBODJ | Directeur exécutif | |
| MALI | | |
| S.E. M. Yaranga COULIBALY | Ministre de l'Agriculture | Ministère de l'Agriculture |
| Seydou DIAKITE | Secrétaire permanent CONACILSS | Ministère de l'Agriculture |
| NIGER | | |
| S.E. M. Saidou OUA | Ministre de l'Agriculture | Ministère de l'Agriculture |
| Amadou Allahoury DIALLO | Haut-Commissaire à l'Initiative 3N | (Les Nigériens Nourrissent les Nigériens) |
| Illiassou BOUBACAR | Conseiller technique du Ministre de l'Agriculture | Ministère de l'Agriculture |
| OCDE | | |
| Jan SCHUIJER | Conseiller senior | Secrétariat des Relations mondiales |
| Jonathan BROOKS | Analyste politique senior, agriculture | Direction des Échanges et de l'Agriculture |
| PAM | | |
| Naouar LABIDI | Conseillère régionale en analyse de la sécurité alimentaire | PAM Sénégal |

PNUD

Pascal KORORERO Représentant résident Burkina Faso

PNUE

David JENSEN Chef de la coopération environnementale pour la consolidation de la paix

Réseau Billital Maroobe (RBM)

Blamah JALLOH Assistant technique

Réseau des Chambres d'agriculture d'Afrique de l'Ouest

Nebnoma SAWADOGO Président
Kassim DEMBÉLÉ Coordonnateur Afrique de l'Ouest Mali

Réseau des Femmes Sahéliennes

Laobé SOCK NDIAYE Secrétaire exécutive

RESIMAO

Salifou B. DIARRA Coordonnateur OMA/RESIMAO

ROESAO

Rosalie BOTTI Présidente

ROPFA

Mamadou CISSOKHO Président d'honneur, ASPRODEB
Kalilou SYLLA Secrétaire exécutif

SUISSE

Hansjuerg AMBUEHL Chef, Division Afrique de l'Ouest Département fédéral des Affaires étrangères
Markus EGGENBERGER Conseiller régional, Développt rural en Afrique de l'Ouest Bureau de la Coopération Suisse au Mali

TCHAD

Netoyo LAOMAIBAO Directeur de Cabinet Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation

UE

Philippe THOMAS Chef - Section sécurité alimentaire, DEV CO C1, EuropeAid Commission
Zoltan AGAI Chef par intérim, Programmes régionaux, APE, EuropeAid Commission
Céline LHOSTE Chargée du programme régional Afrique de l'Ouest Commission
Amadou HÉBIÉ Chargé de programme Dév. rural/Sécurité alimentaire Commission

UEMOA

Ibrahima DIÉMÉ Commissaire, dév. rural, ressources naturelles et environnement Commission
Seyni HAMADOU Chargé en agriculture et sécurité alimentaire Commission
Aly Diadjiry COULIBALY Chargé de l'Unité de programmation stratégique Commission
Malick DIALLO Directeur de l'environnement et de l'eau Commission
Iba Mar OULARÉ Directeur de Cabinet Commission
Gilles SANOU Responsable de l'Unité de programmation stratégique Commission
Abdou SEYNI Représentant résident de la Commission de l'UEMOA Commission
Backary SACKO Statisticien en chef Commission

UNICEF

Aboubacry TALL Représentant résident Burkina Faso
Jakob WERNERMAN Spécialiste en réduction des risques de désastres

Université de Ngaoundéré

Eric-Joël FOFIRI-NZOSSIE Enseignant-assistant

World Vision International

John SCICCHITANO Directeur

Secrétariat du
Club DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

 **OCDE**
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

Contacts : philipp.heinrigs@oecd.org
marie.tremolieres@oecd.org

Adresse postale CSAO/OCDE
2, rue André Pascal
F-75775 Paris, Cedex 16

Bureau Le Seine Saint-Germain
12, bd des Iles, bâtiment B
F-92130 Issy-les-Moulineaux

Tél +33 (0)1 45 24 82 81

Fax +33 (0)1 45 24 90 31

Courriel swac.contact@oecd.org

www.oecd.org/csao/poa
www.portailouestafrique.org